

EMPLOI

Parti	Réponse
ÉCOLO	<p><u>Réduction Collective du Temps de Travail (RCTT)</u> : Pour, avec des systèmes de compensation, mais il faut trouver les moyens pour. Ils mettent une attention sur la qualité du service public : il y a d'important problèmes financiers. Ils pensent qu'il faut le faire au-delà du public aussi dans le non-marchand. Sur la position de la CNE (4jours sans perte de salaire) ils sont pour mais progressivement.</p> <p><u>Statut cohabitant</u> : favorables à l'abolir et pour l'individualisation des droits</p> <p><u>Sans Papier - Régularisation par le travail</u> : S'ils arrivent au fédéral oui, processus permanent de régularisation avec des règles claires. La région doit prendre ses responsabilités et régulariser par le travail (mais nécessite des adaptations au fédéral).</p> <p><u>Dégressivité des allocations de chômage</u> :</p>
CDH	<p><u>RCTT</u> : prône de ne pas réduire le temps de travail mais de le concentrer sur 4 jours (38h en 4 jours au lieu de 5)</p> <p><u>Sans papier – Régularisation par le travail</u> : plutôt favorable sur le principe mais se concentre sur des mesures fédérales. Favorable à la régularisation des travailleuses domestiques (métiers en pénurie)</p>
DéFI	<p><u>Réduction Collective du Temps de Travail (RCTT)</u> : RCTT : pas clair sur la position du parti. Défend plutôt une approche ciblée sur les fins de carrières et les métiers pénibles. Par ailleurs, Mr. Vossaert est plus favorable à des mesures de flexibilité, de télétravail et d'entrepreneuriat pour les jeunes.</p> <p><u>Sans Papier - Régularisation par le travail</u> : Accélérer la régularisation par le biais de la validation des compétences. Mais de façon générale pas d'engagement de DEFI.</p> <p><u>Dégressivité des allocations de chômage</u> : Contre. Propose des bonus pour les gens en formation.</p>
PS	<p><u>Réduction Collective du Temps de Travail (RCTT)</u> : Défense du principe mais pas un programme précis, doit se construire secteur par secteur. Le parti propose des projets pilotes. Ne sont pas contre l'idée d'une norme fédérale déclinée par Commission paritaire. Pas favorable à la formule Gosuin, le jour libre devrait pouvoir être consacré à d'autres choses que le travail.</p> <p><u>Statut cohabitant</u> : Favorables à la disparition du statut de cohabitant et pour l'individualisation des droits</p> <p><u>Sans Papier - Régularisation par le travail</u> : le parti est favorable à des critères de régularisation mais ne pense pas qu'il y aura des partenaires au niveau néerlandophone. Au niveau de la régularisation par le travail au niveau régional il ne se positionne pas.</p> <p><u>Dégressivité des allocations de chômage</u> : Ne veulent pas revenir sur ce qui a été fait, même s'ils sont contre l'individualisation des responsabilités.</p>
PTB	<p><u>Réduction Collective du Temps de Travail (RCTT)</u> : oui, prône 30h/semaine avec embauche compensatoire et maintien des salaires.</p> <p><u>Statut cohabitant</u> : pour la suppression du statut de cohabitant et l'individualisation des droits</p> <p><u>Sans papier – Régularisation par le travail</u> : Sont favorables aux critères clairs et permanents et à ce qu'on mette fin à la concurrence entre les travailleurs avec et sans papiers. Ne sont pas clairs sur le fait que c'est une priorité.</p>

LOGEMENT

Partis	Positions
ÉCOLO	<p><u>Encadrement des loyers à Bxl</u> : Ecolo veut une Commission Locative Paritaire régionale. Ils ne sont pas favorables à une grille contraignante, mais il faut des instruments de régulation. Ecolo propose de lier encadrement et l'isolation du bâti : les propriétaires qui isolent reçoivent une prime mais en échange ils devront respecter la grille. A savoir que l'isolation du bâti va devenir obligatoire, ce système pourrait donc fonctionner.</p> <p><u>Les terrains publics à Bxl</u> : Tout terrain public doit rester public. Il faut donc revoir le modèle cityDev, qui reçoit beaucoup d'aides publiques et a peu de contraintes. S'il y a des projets de logement sur ces terrains publics, il doit atteindre un pourcentage substantiel (ce que soit via locatif, acquisitif, CLT, tontines...).</p> <p><u>Les logements sociaux à Bxl</u> : il y a souvent réticences des communes et des riverains pour la construction des logements sociaux. Il faut donc contractualiser, commune par commune, et le cas échéant qu'il y ait des incitants financiers, voire des punitions financières pour la commune qui ne respecte pas le contrat. Mais sachant que « les pauvres » n'apparaissent pas soudainement avec l'existence de logements sociaux (ils sont déjà là) il y a clairement une responsabilité régionale, tout ne se joue pas uniquement au niveau communal.</p> <p><u>Femmes</u> : Ecolo n'a pas de proposition concrète pour les femmes sans papiers, si ce n'est la lutte contre les discriminations. Par rapport aux femmes victimes de violence conjugale, Ecolo propose un système de points pour l'accès à un logement social. Défavorable à un système dérogatoire, sauf pour celles qui sont à la rue. Ecolo souhaite attribuer un pourcentage de logements sociaux, voire AIS, pour ces public précis.</p>
CDH	<p><u>Encadrement des loyers à Bxl</u> : Sont contents de la grille indicative. C'est un outil à améliorer, mais on voit déjà que des juges de paix l'utilisent. Ils sont contre la grille contraignante car les propriétaires ne voudraient plus investir dans le logement. Dans le cadre de l'allocation loyer, il faut assurer que les propriétaires respectent la grille. Favorables à une commission paritaire locative, avec le soutien du secteur associatif.</p> <p><u>Les logements sociaux à Bxl</u> : Défendent de trouver des alternatives à la construction car il y a peu de terrains : réaffecter les bureaux vides en logement, inciter les promoteurs privés à vendre les logements qui ne trouvent pas de preneurs à la SLRB.</p> <p><u>Femmes</u>: Il y a imposé un quota (3%) de logements réservés aux femmes victimes de violence conjugale dans les logements sociaux. Concernant les femmes sans papier, il faut relancer un processus de régularisation, et mettre des critères précis dans la loi</p>
DéFI	<p><u>Encadrement des loyers à Bxl</u> : Pour le système de grille indicative des loyers avec une allocation loyer. Ça permet aux personnes précaires d'avoir accès à un logement décent. Mais attention, pour pouvoir en bénéficier le loyer doit être égal à la valeur du marché. Défi ne veut pas d'une grille contraignante. Il faut faire en sorte que les propriétaires aient un bon logement.</p> <p><u>Les logements sociaux à Bxl</u> : A court terme, priorité à l'entretien du parc locatif public. Défi souhaite un plan de rénovation, et un soutien aux AIS (inciter les propriétaires pour qu'ils aient recours aux AIS, en donnant une prime au propriétaires). Pour éviter que les gros promoteurs et les multi propriétaires n'investissent massivement dans le système des AIS, le pouvoirs publics doivent créer un filtre à l'entrée.</p>
PTB	<p><u>Encadrement des loyers à Bxl</u> : Le PTB revendique une grille contraignante qui fixe des maximums au niveau régional, et de réviser la grille actuelle car elle est trop élevée. Ils considèrent que le meilleur outil est le pourcentage de logements publics.</p>

Les logements sociaux à Bxl : Le PTB souhaite passer le 7 % à 20 % de logements publics sociaux à Bruxelles. Et en ce qui concerne les terrains publics, en général 30 % de logements sociaux, mais pour la gare de l'ouest le PTB revendique 50 % de logements sociaux. Un autre problème est lorsque les terrains publics sont vendus à des promoteurs privés.

Femmes: le PTB est pour la régularisation des sans-papiers, pas une régularisation one shot mais que des critères permanents, clairs et objectifs soient établis, avec l'aide d'une commission composée entre autres d'ONG, associations, qui puissent juger de cela.

AUTONOMIE – AIDE A DOMICILE

Partis	Positions
ÉCOLO	<p><u>Politique sur l'autonomie</u> : Ne soutient pas l'assurance autonomie car cela nécessiterait une taxe supplémentaire non proportionnelle aux revenus et cela ne serait pas juste. Envisager le budget de la RBC de manière globale (et donc une taxe régionale) et avoir un ministre de la santé (au lieu de 4 aujourd'hui).</p> <p><u>Régularisation des travailleuses sans papier sur base de la reconnaissance d'une pénurie d'emploi dans ce domaine</u> : soutient la régularisation des travailleuses domestiques via le travail et est pour des critères clairs, permanents et l'instauration d'une commission indépendante.</p>
CDH	<p><u>Quelle politique pour l'aide à domicile</u> : pour une assurance autonomie orientée vers le soutien aux services d'aide à la personne mais le financement pose problème et donc chacun doit cotiser selon ses moyens.</p> <p><u>Régularisation des travailleuses sans papier sur base de la reconnaissance d'une pénurie d'emploi dans ce domaine</u> : est pour instauration critères claires, permanents et une commission indépendante.</p> <p>Régularisation via permis de travail : ils sont contre des mesures qui pourraient mener à la régionalisation de la politique migratoire (CDH était contre la sixième réforme de l'Etat). Ils sont donc</p>
DéFI	<p><u>Proposition par rapport au sous-investissement dans l'aide à domicile</u> : Renforcer la sécurité sociale et les associations de terrain qui sont créatives. Prôner des mesures de soutien aux logements Kangourou, valoriser les seniors, soutenir les services type taxi via des chèques services. Pour l'assurance autonomie qui ne serait pas liée à la personne comme en Flandres mais au soutien des services d'aide à domicile mais problème du sous-financement structurel de la RBC.</p> <p><u>Régularisation des travailleuses sans papier sur base de la reconnaissance d'une pénurie d'emploi dans ce domaine</u> : Importance de valider les acquis d'expérience dans le domaine du travail domestique mais bien sûr qu'il faut régulariser. Le fait de valider les expériences acquises est une stratégie pour asseoir une légitimité pour une demande de régularisation mais de façon générale, Défi veut mettre l'accent sur les demandeurs d'emploi</p>
PTB	<p><u>Politique sur l'aide à domicile des personnes</u> : Investissement public via la sécurité sociale en augmentant les cotisations patronales</p> <p><u>Régularisation des travailleuses sans papier sur base de la reconnaissance d'une pénurie d'emploi dans ce domaine</u> : D'accord pour des critères clairs et permanents et la mise en place d'une commission indépendante et est en faveur des revendications de la Ligue pour une régularisation par le travail</p>

THEME ÉCOLOGIQUE

Partis	Positions
ÉCOLO	<p><u>Alliance emploi/environnement à travers la création d'un service public d'isolation du bâti à Bruxelles</u> : D'ici 2050, il faut diviser les consommation énergétique par 4. Les budgets pour l'isolation des logements sociaux et les bâtiments publics existent déjà. Pointe également la mauvaise gestion de la SISP. Dans le privé, ECOLO propose une aide aux propriétaires privés conditionnée notamment au respect de la grille des loyers. Lors de changement de propriétaire, obligation d'améliorer l'efficacité énergétique du bien (moyennant une aide). Pour ce faire besoin de main d'œuvre il faut donc aussi développer la filière de formation.</p> <p><u>Mesures nécessaires pour investir massivement dans les transports</u> : Pas pour la gratuité généralisée des transports en commun. Gratuité pour les jeunes, pour les travailleurs sans emploi et extension du statut BIM. Avant de généraliser la gratuité, il faut améliorer l'infrastructure. Transport en commun est la solution première aux problèmes liés à la mobilité. Prône les trams en site propre, les bus électriques ; meilleure connexion entre les différents modes de transports et situation géographique. Améliorer l'usage et l'infrastructure ferroviaire à l'intérieur de Bruxelles. Ils sont contre l'extension du métro vu le coût.</p>
CDH	<p><u>Alliance emploi/environnement à travers la création d'un service public d'isolation du bâti à Bruxelles</u> : Pour diminuer les émissions de CO2 le CDH défend les différentes mesures et primes énergétiques mais en les élargissant aux écoles et services publics. Pour les logements privés, Ils veulent revoir les primes énergies et offrir une aide supplémentaire pour les gros propriétaires. Ils estiment le coût de l'isolation du bâti à 1 milliards d'euro par an. Ils sont opposés à des contraintes pour les logements existants même pour les gros propriétaires.</p> <p><u>Mesures nécessaires pour investir massivement dans les transports</u> : Leur objectif premier c'est moins de voitures. Ils veulent le réaménagement des espaces publics pour plus de convivialité. Ils proposent de développer des lignes en rocades. Encourager l'utilisation du vélo, augmenter les pistes cyclables sécurisées ainsi que les boxes à vélo. L'alternative au vélo est l'auto partagée. Ils sont opposés à interdire certaines voitures mais veulent tendre vers une fiscalité à l'usage de la voiture.</p>
DéFI	<p><u>Alliance emploi/environnement à travers la création d'un service public d'isolation du bâti à Bruxelles</u> : Pour DéFI, il y a suffisamment de structures pour la rénovation du bâti il n'y a donc pas besoin d'un nouveau service. Le parti prône une planification de rénovation des logements sociaux et pointe la mauvaise gestion actuelle des logements sociaux et des Sociétés Immobilières de Service Public (SISP). Ils proposent d'encourager les propriétaires à améliorer l'efficacité énergétique des biens loués en diminuant le précompte immobilier.</p> <p><u>Mesures nécessaires pour investir massivement dans les transports</u> : Pas pour la gratuité de la STIB mais pour la révision des tarifs en fonction de l'âge et des revenus. DéFI considère que le réseau (et la ville) est déjà saturé par les navetteurs. DéFI veut plus de solidarité de la Flandre pour les problèmes de mobilité à Bruxelles. Le parti défend une taxation kilométrique intelligente et l'imposition sur base du lieu de travail. Ils sont favorables à l'extension du métro nord. Ils considèrent que la mobilité du futur est multi modale (voitures partagées) et plaident pour un ticket mobilité multi modal. Pour DéFI, le télétravail peut diminuer les déplacements en ville.</p>
PTB	<p><u>Urgence climatique et sociale - alliance emploi/environnement à travers la création d'un service public d'isolation du bâti à Bruxelles</u> : Veut une politique offensive par rapport à l'isolation du bâti : Création d'une banque publique d'investissement. Pour les logements sociaux, la première chose à faire est de mettre du double vitrage. Le PTB est pour la création d'une société publique d'isolation. Il faut arrêter d'alimenter le privé. Pour la réduction du CO₂, il faut en premier lieu mettre à contribution les 300 firmes responsables des 40% des émissions.</p> <p><u>Mesures nécessaires pour investir massivement dans les transports</u> : le PTB est pour la gratuité des transports en commun et pour la diminution drastique de l'utilisation de la voiture à Bruxelles.</p>